

Arrêté n° 25-2024-02-09-00012 du 09/02/2024

portant prescriptions complémentaires aux conditions d'exploitation de la carrière de
BOUJAILLES
exploitée par la société Carrières et Matériaux Nord-Est (CMNE)

**Le préfet du Doubs
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu le code de l'environnement, notamment son article L.181-14 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et ses décrets d'application ;
- Vu le décret du 13 décembre 2023 portant nomination de Madame Nathalie VALLEIX, secrétaire générale de la préfecture du Doubs (groupe III), sous-préfète de Besançon ;
- Vu le décret du 12 janvier 2024 portant nomination de Monsieur Rémi BASTILLE, Préfet du Doubs ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 25-2017-12-05-053 du 5 décembre 2017, autorisant la société SCE (Société des Carrières de l'Est) à poursuivre l'exploitation de la carrière de matériaux calcaires sur le territoire de la commune de BOUJAILLES ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 25-2018-03-20-005 du 20 mars 2018 modifiant l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2017 susvisé ;
- Vu l'arrêté n° 25-2024-01-29-00002 du 29 janvier 2024 portant délégation de signature à Mme Nathalie VALLEIX, Secrétaire Générale de la Préfecture du Doubs ;
- Vu le changement de dénomination sociale de la société SCE qui est devenue la société CMNE en date du 1er juin 2022 ;

Vu la déclaration du 20 octobre 2023 complétée le 15 janvier 2024 de la société CMNE dont le siège social est situé 44 boulevard de la Mothe à NANCY (54000) en vue de modifier les conditions d'exploitation et de diminuer les niveaux d'activité de la carrière qu'elle exploite sur la commune de BOUJAILLES ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 19 janvier 2024 en application de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

Vu les observations présentées par le demandeur sur ce projet par lettre en date du 22 janvier 2024 ;

Vu le rapport du 24 janvier 2024 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement chargée de l'inspection des installations classées ;

Considérant que l'installation faisant l'objet de modifications est soumise au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que l'installation faisant l'objet de modifications est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2017 susvisé ;

Considérant que les modifications de l'installation envisagées par la société CMNE portent sur la réduction du niveau d'activité de la carrière en terme de capacité de production, du périmètre d'extraction et niveau d'approfondissement ;

Considérant que la demande porte également sur une modification du phasage d'extraction et des conditions de remise en état pour tenir compte de la diminution du niveau d'activité de la carrière ;

Considérant que cette diminution du niveau d'activité n'engendre pas d'impacts supplémentaires, dans la mesure où les modalités d'extraction restent identiques à celles prescrites par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 décembre 2017 susvisé ;

Considérant que les modifications de l'installation envisagées par la société CMNE ne relèvent pas des rubriques du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

Considérant que les modifications pré-considérées ne sont pas substantielles au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il convient toutefois de mettre à jour l'arrêté d'autorisation susvisé sur : les niveaux de production, le montant de la garantie financière, le phasage d'extraction et les modalités de remise en état ;

Considérant que ces précisions sont nécessaires pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Doubs ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société Carrières et Matériaux Nord-Est (CMNE) dont le siège social est situé 44 boulevard de la Mothe à NANCY (54000), qui est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de BOUJAILLES une carrière de matériaux calcaires, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance de Monsieur le Préfet, les dispositions des articles suivants.

Article 2 :

L'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 25-2017-12-05-053 du 5 décembre 2017 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le volume total de matériaux autorisés à extraire est estimé à 65 000 m³ de gisement, soit 130 000 tonnes.

La quantité annuelle moyenne autorisée à être extraite est de 10 000 tonnes sur la phase quinquennale avec un maximum annuel de 50 000 tonnes de calcaire commercialisable sur la durée de la période considérée telle que prévue à l'article 6 ci-après.

Les produits de la découverte et les stériles seront conservés sur le site en vue de sa remise en état. »

Article 3 : Montant des garanties financières

L'alinéa 2 de l'article 11.1 de l'arrêté préfectoral n° 25-2017-12-05-053 du 5 décembre 2017 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le montant de référence (indice TP01 de août 2023 publié en octobre 2023 de 129,2 et TVA = 20%) des garanties financières devant être constituées doit être au moins égal à :

Période	Nouvelle phase 1 (phase en cours allant jusqu'au 5/12/2028)	Nouvelle phase 2 (5 ans du 6/12/2028 au 5/12/2033)	Nouvelle phase 3 (4 ans du 6/12/2033 au 5/12/2037)
Montant en euros	58 479	59 825	51 190

».

L'exploitant doit adresser au Préfet le document attestant la constitution de ce nouveau montant de garantie financière pour la phase en cours dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 4 : Modalités d'extraction

L'article 14 de l'arrêté préfectoral n° 25-2017-12-05-053 du 5 décembre 2017 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« L'exploitation de la carrière doit être conduite selon les modalités prévues ci-après et telles que définies par le pétitionnaire dans ses plans prévisionnels et dans son dossier daté du 20 octobre 2023 susvisé, dont copies sont jointes au présent arrêté en annexe II.

Les travaux de décapage doivent être réalisés en automne ou en hiver. »

L'annexe II du présent arrêté remplace l'annexe II de l'arrêté préfectoral n° 25-2017-12-05-053 du 5 décembre 2017 susvisé.

Article 5 : Épaisseur d'extraction et géométrie des fronts

Les articles 17.1 et 17.2 de l'arrêté préfectoral n° 25-2017-12-05-053 du 5 décembre 2017 susvisé sont remplacés par les dispositions suivantes :

« 17.1 - La cote d'altitude minimale du carreau inférieur est situé entre les cotes 803 m NGF et 808 m NGF en suivant le pendage du gisement.

17.2 - Les fronts sont constitués d'au plus 1 gradins de 15 mètres maximum de hauteur verticale ; ces gradins sont séparés par des banquettes horizontales de 10 mètres de largeur minimum ; la hauteur totale d'extraction ne dépassera pas 15 mètres. »

Article 6 : Phasage

L'article 19 de l'arrêté préfectoral n° 25-2017-12-05-053 du 5 décembre 2017 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« L'exploitation est poursuivie sur 3 phases (2 phases de 5 ans et 1 phase de 4 ans), la dernière année servant à terminer la remise en état (plans en annexe II). »

Article 7 : Modalités de remise en état

L'article 35 de l'arrêté préfectoral n° 25-2017-12-05-053 du 5 décembre 2017 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« La remise en état du site est réalisée conformément au principe prévu dans le dossier de l'exploitant daté du 20 octobre 2023 susvisé et au plan en annexe III du présent arrêté »

L'annexe III du présent arrêté remplace l'annexe III de l'arrêté préfectoral n° 25-2017-12-05-053 du 5 décembre 2017 susvisé.

Article 8 : Notification et publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44.

Le présent arrêté est notifié à la société CMNE.

Article 9 : Délais et voies de recours

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Besançon :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.

2° Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

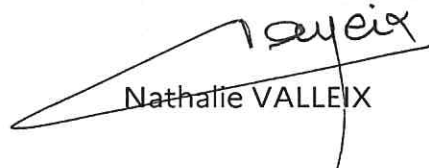
Article 10 : Exécution

La Secrétaire Générale de la Préfecture du Doubs, le Maire de Boujailles, ainsi que le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera également adressée :

- au Conseil Municipal de Boujailles,
- à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne Franche-Comté à Besançon,
- à l'Unité interdépartementale 25/70/90 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement.

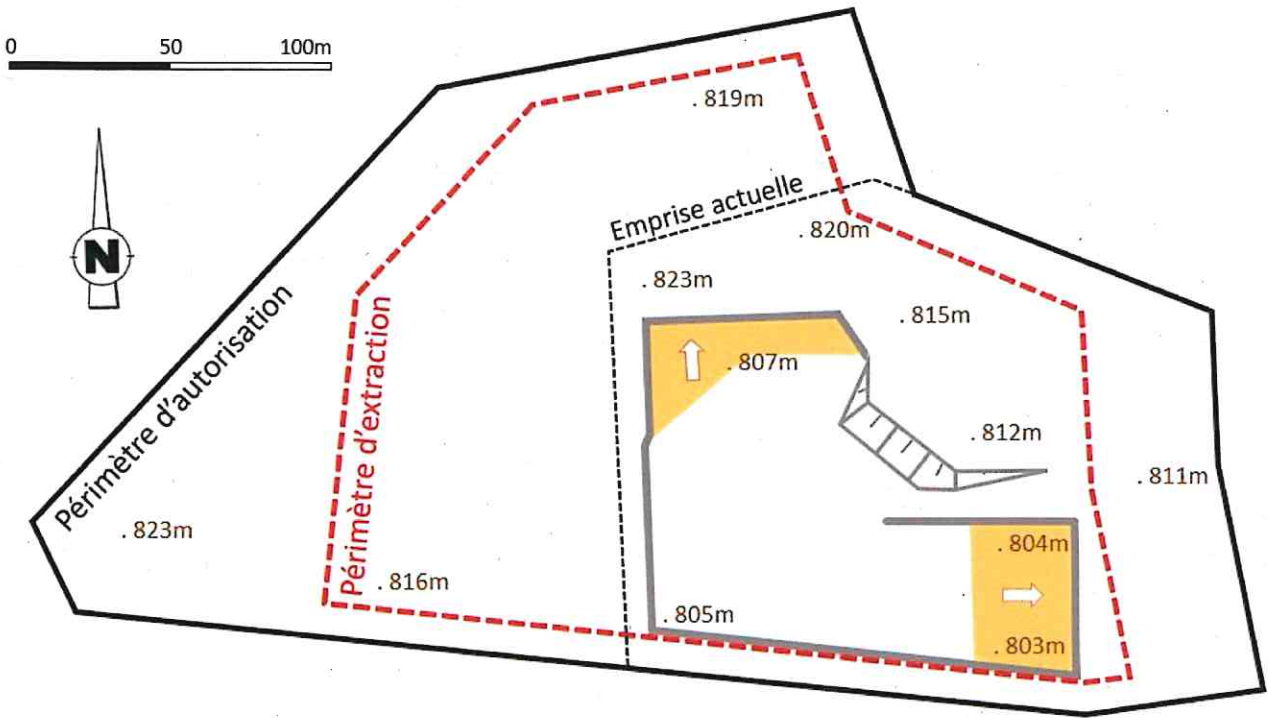
Besançon, le 09 FEV. 2024

Le Préfet,
Par délégation,
La Secrétaire Générale,

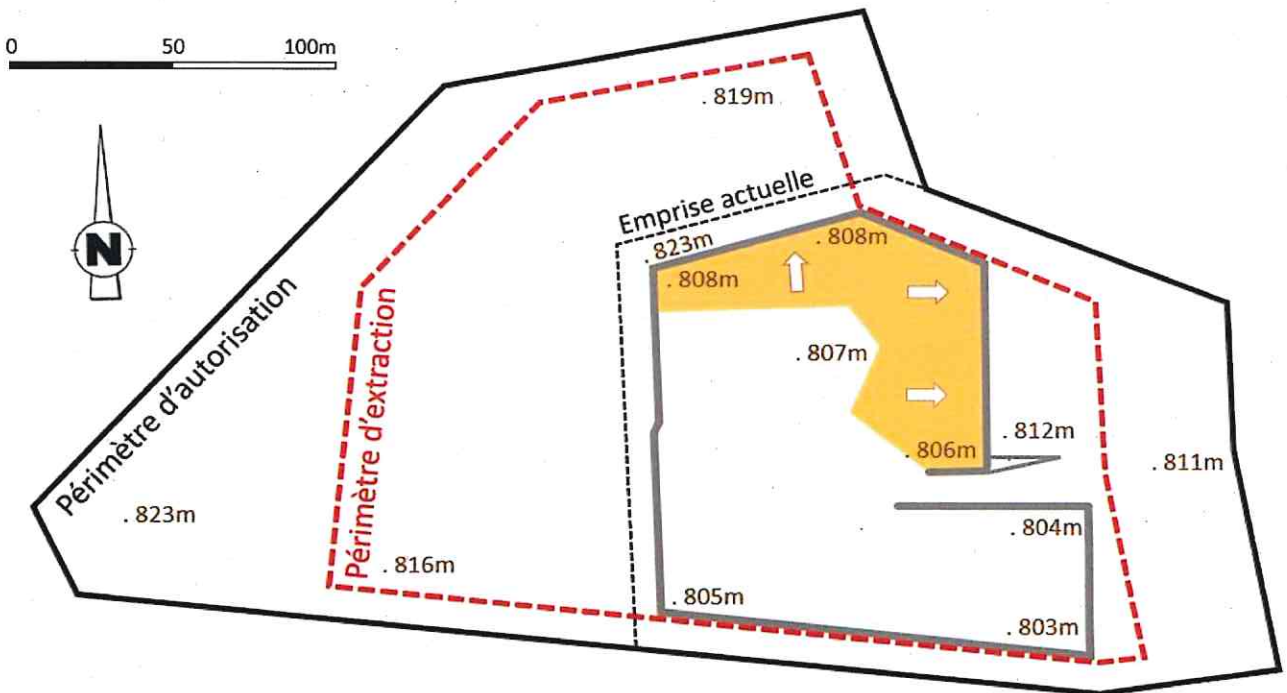

Nathalie VALLEIX

ANNEXE II : Phasage d'extraction

Phase 1

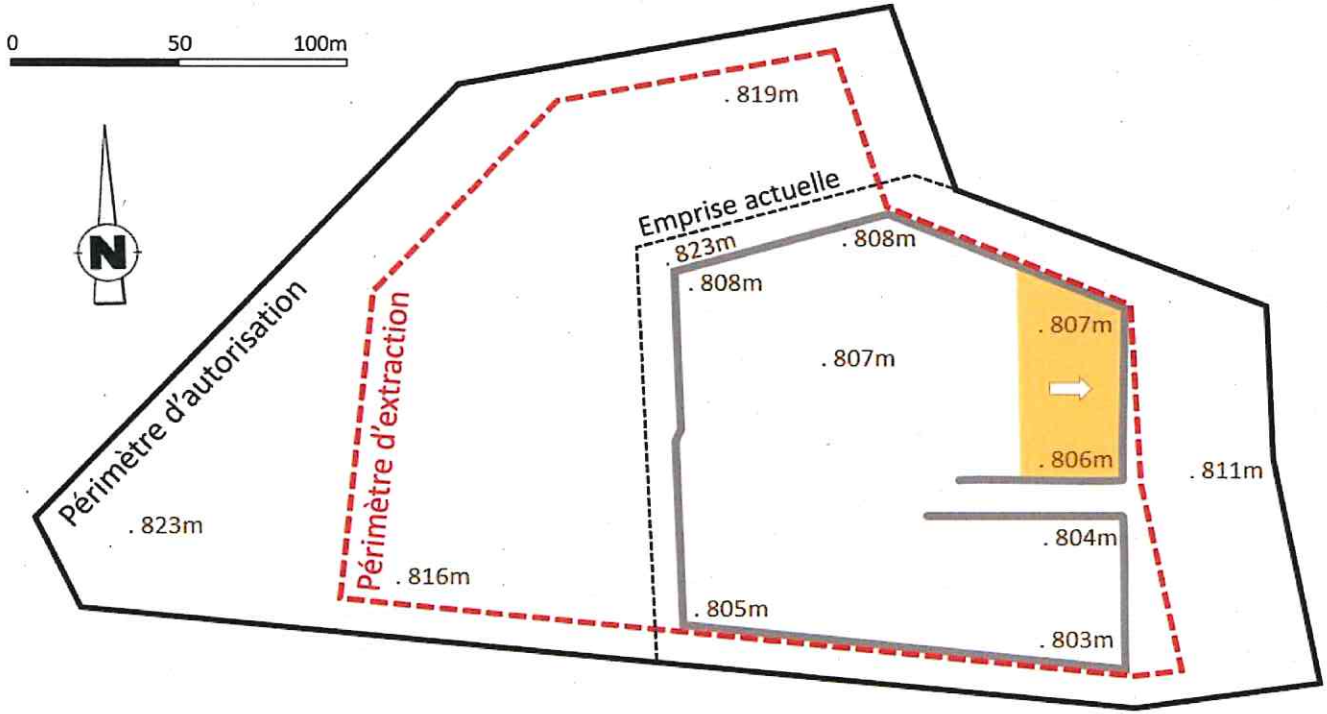


Phase 2

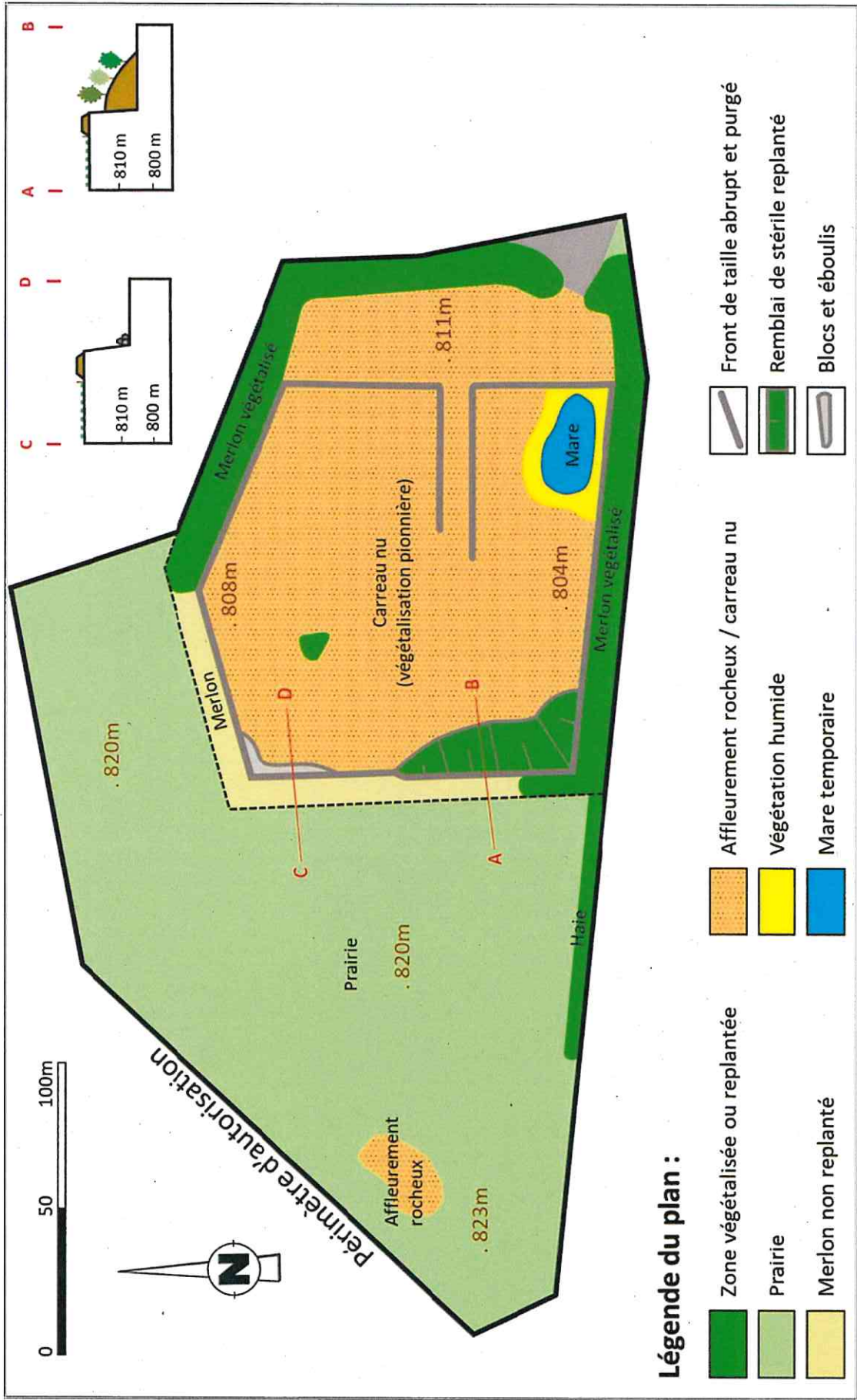


ANNEXE II : Phasage d'extraction

Phase 3



ANNEXE III : Principe de remise en état





**PRÉFET
DU DOUBS**

Liberté
Égalité
Fraternité

Parapheur d'un service extérieur à la préfecture pour signature :

Préfet

Secrétaire Générale

Directrice du Cabinet

Service : **DREAL / UID 25-70-90 / Antenne de Besançon**

Bureau :

Suivi par : Rampillon Yann


Date : 31/01/2024

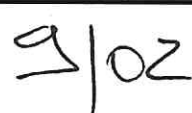

OBJET : Arrêté portant prescriptions complémentaires aux conditions d'exploitation de la carrière de BOUJAILLES exploitée par la société Carrières et Matériaux Nord-Est (CMNE).

Délai de signature :

circuit normal

urgent

	DATE	VISA
Chef de service Chef de bureau <i>(Barrer la mention inutile)</i>		Franck NASS franck.nass 2024.02.02 10:19:15 +01'00'
Observation	La demande est un peu atypique, puisqu'elle consiste à donner suite à une demande de <u>diminution de l'autorisation</u> , en lien avec un « marché » qui avait été conclu du temps de M. SETBON (octroi de l'autorisation pour la carrière (CMNE) de Sombacour en contrepartie d'une diminution de la production sur, notamment, la carrière de Boujailles).	
Directeur		Virginie PUCELLE Signature numérique de Virginie PUCELLE
Observation		virginie.puc elle Date : 2024.02.06 16:14:29 +01'00'

DCICT	Vu FB 8/02/24 Vu AU 8/02/24 Vu EP 6 08/02/24	Scan Env. 8/2 72
Observation		
Secrétaire Générale Directrice du Cabinet <i>(Barrer la mention inutile)</i>		
Observation		
Préfet		
Observation		

